



## **ASIE/BANGLADESH - Appel à la paix de l'Archevêque de Dacca après les dévastations perpétrées par des radicaux islamiques**

Dacca (Agence Fides) – Face à la violence, il faut « un effort de bonne volonté et de paix de la part de toutes les composantes de la société » : c'est de que demande l'Archevêque de Dacca, S.Exc. Mgr Patrick D'Rozario, dans un communiqué publié après les désordres qui ont bouleversé la capitale du Bangladesh la nuit dernière et ce matin. Une imposante manifestation du mouvement radical islamique Hefajat-e-Islam (protecteur de l'islam), annoncée au cours de ces dernières semaines (voir Fides 26/04/2013) a porté dans la capitale plus de 200.000 militants qui ont mis la ville en coupe réglée, se heurtant violemment aux forces de l'ordre. Le bilan des affrontements est de 29 morts dont trois agents de police et de 50 blessés, plusieurs personnes ayant été arrêtées. La manifestation avait été autorisée pour Dimanche 5 mai mais s'est prolongée au-delà du délai prévu, devenant violente. Les manifestants ont attaqué le siège du parti aux affaires, l'Awami League, incendiant plus de 100 magasins ainsi qu'une cinquantaine de voitures, se livrant à des actes de vandalisme. Le chef du mouvement Hefajat-e-Islam, Allama Shah Ahmad Shafi, a été prélevé par la police et envoyé à Chittagong. Comme cela a été indiqué à Fides par l'Eglise locale, l'Archevêque de Dacca a lancé un fort appel à la paix, demandant à ce que « soient reconnus les droits de tout croyant, à quelque communauté religieuse qu'il appartienne » et relançant un appel à la collaboration « afin de construire la solidarité, l'harmonie et la paix dans le pays ».

« Nous avons vécu des moments de peur mais maintenant le calme est revenu. La police a permis aux manifestants de quitter la ville. Nombre d'entre eux provenaient du dehors. Maintenant, il est interdit d'organiser des rencontres et des manifestations politiques jusqu'à lundi minuit » raconte à Fides Benedict Rozario, laïc catholique, Secrétaire de Caritas Bangladesh ayant son siège à Dacca. Les manifestants « ont présenté un document en treize points – explique-t-il – qui veut le Coran et la charia dans la vie civile, ignorant les autres fois ». Le document demande entre autre une loi sur le blasphème assortie de la peine de mort pour ceux qui diffament l'islam. « Le gouvernement a manifesté son désaccord sur certains points, remarquant que, pour d'autres, les lois existantes étaient suffisantes. En tant qu'Eglise catholique, nous avons exprimé notre préoccupation. Le gouvernement fait actuellement de son mieux pour protéger les minorités » remarque-t-il.

Le Premier Ministre, Sheikh Hasina, à la tête d'un gouvernement laïc depuis 2009, a promis que le gouvernement « ne permettra aucun chaos au nom de l'islam, religion de paix ». Les manifestants critiquent le gouvernement pour une politique qualifiée « d'anti-islamique ». Le mois dernier, les militants avaient organisé une grève générale et un rassemblement de quelques 500.000 activistes, le plus important événement politique de ces dernières décennies. (PA) (Agence Fides 06/05/2013)